Interdiction des réseaux sociaux aux mineurs : l'Allemagne y pense aussi

20.02.2026

Australie, France, Espagne, Royaume-Uni : face aux dommages causés par les réseaux sociaux sur la santé mentale des jeunes, un nombre croissant de pays les interdit ou veut les interdire aux plus jeunes. L'Allemagne pourrait leur emboîter le pas.

« Le cerveau de nos enfants et de nos adolescents n'est pas à vendre. Les émotions de nos enfants et de nos adolescents ne sont pas à vendre ou à manipuler, ni par les plateformes américaines, ni par les algorithmes chinois », déclarait fin janvier le président français, Emmanuel Macron. Dans la foulée, l'Assemblée nationale votait une proposition de loi visant à interdire les réseaux sociaux aux mineurs de moins de 15 ans.

La France n'est pas le seul pays à s'inquiéter de la santé mentale des enfants et des adolescents qui passent plusieurs heures par jours sur les plateformes telles que TikTok, Instagram ou X. Après l'Australie, l'Espagne ou le Royaume-Uni, l'Allemagne pourrait suivre dans le courant de l'année 2026.

SPD : accès interdit aux moins de 14 ans, limité pour les moins de 16 ans

Le débat a été lancé il y a quelques jours par une prise de position écrite du groupe parlementaire du Parti social-démocrate (SPD). Les signataires demandent une loi pour interdire l'accès aux réseaux sociaux avant 14 ans et le limiter avant 16 ans.

Selon cette proposition, pour les moins de 14 ans, l'accès aux réseaux sociaux serait interdit. Les plateformes auraient l'obligation de mettre en place des solutions « techniquement efficaces » pour ce faire, sous peine de sanctions.

Aux 14-16 ans, elles auraient l'obligation de proposer une « version jeunesse ». Avec un cahier des charges précis : pas de flux algorithmiques, ni de systèmes de recommandation, ni de diffusion de contenus personnalisés. Les plateformes devraient également supprimer les fonctionnalités favorisant la dépendance : défilement à l'infini, lecture automatique de contenus,

notifications push, gamification, systèmes de récompense basés sur une utilisation intensive ou continue.

Pour les utilisateurs de 16 ans et plus, le texte prévoit la désactivation par défaut des recommandations personnalisées proposées par l'algorithme. La vérification de l'âge se fera, selon la proposition, via le portefeuille d'identification numérique de l'Union européenne EUDI-Wallet, qui devrait être disponible à partir de janvier 2027.

Effets négatifs reconnus sur la santé des jeunes

Selon la Caisse allemande d'assurance maladie DAK, les jeunes âgés de 10 à 17 ans passent en moyenne 2,7 heures par jour sur les réseaux sociaux la semaine et 3,3 heures le week-end. 21,5 % en ont un « usage à risque » ou « pathologique » en Allemagne, dont 6,6 % présentent un état de dépendance. Quant à la consommation de vidéos, elle serait « à risque » pour 21,4 %. 4 % des jeunes seraient en état dépendance. Des chiffres que le chef de la DAK, Andreas Storm, juge « alarmants ».

CDU : pas d'accès avant 16 ans

Preuve que le sujet inquiète, il est aussi à l'ordre du jour du congrès de l'Union chrétienne-démocrate (CDU) ce vendredi à Stuttgart. Une motion déposée par la fédération du Schleswig-Holstein, et soutenue par celle de la Rhénanie-du-Nord-Westphalie, doit être débattue par le parti du chancelier Friedrich Merz. Elle prévoit de fixer à 16 ans l'âge minimum pour accéder aux réseaux sociaux, avec une « vérification obligatoire de l'âge. »
Le chancelier lui-même a déclaré cette semaine avoir « beaucoup de sympathie » pour ces propositions. « Lorsque les enfants, aujourd'hui, passent jusqu'à cinq heures ou plus par jour devant un écran à l'âge de 14 ans, lorsque toute leur socialisation ne se fait plus qu'à travers ce médium, alors il ne faut pas s'étonner des défauts de personnalités et des problèmes de comportement social chez les jeunes. » Le chancelier a rappelé qu'il était généralement réservé à l'égard des interdictions. Mais « la priorité doit être de savoir comment protéger les enfants à un âge où ils doivent aussi avoir le temps de jour, d'apprendre et de se concentrer à l'école », a-t-il souligné.

L'idée fait donc son chemin. Toutefois, la proposition de restreindre l'usage des réseaux sociaux pour les plus jeunes ne devrait pas voir le jour avant quelques mois en Allemagne. Le gouvernement a mis en place une commission sur le sujet. Il souhaite attendre la présentation de ses recommandations, l'été prochain, pour prendre des décisions.